



51958



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/8/Summary
24 février 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
13 - 20 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
23 - 27 avril 1987

Point 5 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT RELATIF A UNE ETUDE SUR LES ACTIVITES DE RECHERCHE ET
PROGRAMMES AGRICOLES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE EN AFRIQUE**

Résumé

* E/ECA/TPCW.8/1.

** E/ECA/CM.13/1.

RESUME

1. Les ressources animales jouent directement ou indirectement un rôle important dans les économies des pays africains et dans toutes les couches des sociétés traditionnelles et contemporaines africaines. Ces produits constituent, plus que les céréales, les racines et les tubercules, la principale source d'énergie dans l'alimentation des populations vivant dans les zones les plus gravement touchées par la sécheresse et la désertification. Ils acquièrent également une importance de plus en plus grande dans l'alimentation des consommateurs ayant un revenu élevé et ceux vivant dans les zones urbaines.

2. Le bétail (bovins, buffles, ovins, caprins, porcins, chevaux) et la volaille du continent qui étaient estimés à 222 millions de têtes en 1965, se sont accrus à un taux annuel de 1,3 p. 100 au cours de la dernière décennie. L'accroissement global de la production locale de viande a été de 3 p. 100 pendant la dernière décennie. Si cet accroissement correspond au rythme de la croissance démographique, il n'était néanmoins pas suffisant pour contrebalancer la croissance des revenus.

3. Bien qu'il existe d'énormes potentiels au niveau de la production que de la demande, les efforts déployés au cours des trois dernières décennies pour développer ce secteur n'étaient pas à la mesure de l'immensité des problèmes et du potentiel de l'élevage. En fait, au cours des trois dernières décennies, moins de 50 cents des Etats-Unis par an ont été consacrés à chaque tête de bétail par les gouvernements africains ou par leur intermédiaire. L'Afrique a donc été obligée de compter de plus en plus sur le monde extérieur pour satisfaire non seulement ses besoins en facteurs de production agricoles d'origine animale mais aussi la demande de viande et de produits laitiers de sa population croissante. Au cours de la période 1975-1984, le déficit commercial des produits de l'élevage a augmenté à un taux de croissance annuel moyen de 16 p. 100, atteignant près de 2,1 milliards de dollars en 1984 pour 45 pays. En outre, l'Afrique qui était exportatrice nette de viande en 1975 est aujourd'hui importatrice nette du même produit.

4. Quelles sont les raisons fondamentales des mauvais résultats enregistrés dans le secteur de l'élevage ? Il ressort d'une analyse critique du secteur que ces mauvais résultats s'expliquent par le caractère inadéquat des politiques. Les interventions gouvernementales avaient tendance à entraver les capacités d'autonomie, d'initiative personnelle et d'indépendance des producteurs et marchands traditionnels qui empêchaient souvent la bonne exécution des projets, politiques, lois et règlements relatifs à l'élevage. Par conséquent, ce secteur ne pouvait se développer de manière endogène et les gouvernements des pays africains étaient obligés de recourir à des producteurs en dehors de la communauté, du pays et du continent pour exécuter leurs stratégies de développement de l'élevage.

5. La part allouée au secteur de l'élevage par les gouvernements africains étant inférieure au cinquième du total des allocations de ressources financières, il était presque impossible d'orienter le développement vers les domaines prioritaires et par conséquent de soutenir la production. Il était notamment impossible

d'exécuter efficacement la stratégie par laquelle les gouvernements ont déclaré qu'ils prenaient sur eux la responsabilité de réaliser les investissements fondamentaux et de fournir "gratuitement" des facteurs de production et des services d'appui, en particulier dans les zones pastorales. Au cours de ces dernières années, il était devenu évident que seuls quelques pays pouvaient se permettre de supporter le coût élevé d'une telle stratégie. On a même des raisons de penser que, suite à la baisse de l'intérêt de la communauté internationale, de nombreux gouvernements ont eu de plus en plus de mal à maintenir et à exploiter pleinement les infrastructures et équipements existants et à utiliser pleinement la main-d'oeuvre qualifiée disponible, et ce en raison du manque de ressources financières.

6. Les gouvernements africains ont également mis l'accent sur l'autonomie et l'autosuffisance dans un secteur où la coopération entre les pays producteurs eux-mêmes, ainsi qu'entre ceux-ci et les pays déficitaires est indispensable si l'on veut parvenir à un développement soutenu. En réalité, la production animale étant caractérisée par la circulation des animaux et de leurs propriétaires par delà les frontières nationales et par l'existence de la sécheresse, de la tique, de la mouche tsé-tsé et des maladies qui ne connaissent pas les frontières politiques, les efforts de développement de l'élevage dans un pays pourraient affecter ou être affectés par ce qui se passe dans les pays voisins ou par l'attitude des gouvernements voisins.

7. Bien que tous les gouvernements africains aient adopté le Plan d'action de Lagos en 1980, ils ne sont pas parvenus à traduire en mesures concrètes, par la prise de décisions et l'allocation de ressources, les principes d'autonomie collective ainsi que d'autosuffisance individuelle et collective accrue en matière de production et d'approvisionnement en facteurs dans le domaine de l'élevage. Les effets de la sécheresse sur le secteur de l'élevage sont plus prononcés au cours des années 80 qu'au cours des années 70 et depuis 1980, l'élevage en Afrique est victime de la peste bovine qui est la plus dévastatrice des maladies animales. Par ailleurs, bien que certains pays enregistrent un excédent au niveau du bétail destiné à l'abattoir, d'autres sont obligés d'importer de l'extérieur du continent pour satisfaire leurs besoins.

8. Il est de toute évidence nécessaire de repenser dans son ensemble le problème du développement de l'élevage en Afrique. Cette nécessité a été reconnue par la Conférence des ministres de la CEA qui dans sa résolution 463 adoptée en 1983 a prié le secrétariat de la CEA d'entreprendre, en collaboration étroite avec la FAO, des études prospectives sur le secteur de l'élevage, d'évaluer les progrès réalisés et de définir une approche spécifique de la mise en valeur de ce secteur en vue d'accroître la contribution dudit secteur au développement de l'agriculture et de l'alimentation. En application de cette résolution, un rapport intitulé "Développement progressif du secteur de l'élevage en Afrique" a été élaboré et présenté à la onzième réunion de la Conférence des ministres. Dans le cadre du suivi de cette étude, la Conférence a adopté la résolution 548(XX) dans laquelle la CEA est invitée à aider à l'harmonisation des politiques de développement de l'élevage en Afrique. La présente étude qui est prévue dans le Programme de travail de la CEA pour la période biennale 1986-1987 fait partie intégrante des activités déployées en vue de mettre en oeuvre la résolution 548(XX).

9. Deux options s'offrent actuellement à l'Afrique. La première est d'encourager les tendances actuelles en matière de développement de l'élevage, à savoir dépendance excessive vis-à-vis du monde extérieur pour le financement du secteur, participation minimale des soi-disant bénéficiaires immédiats à leur propre développement, fourniture de facteurs de production de base et prestation de services d'appui par le secteur public sans faire payer les usagers et sans qu'il y ait un code approprié régissant l'utilisation de ces services et faible coopération sous-régionale et régionale tant au niveau de la production que des échanges.

10. La seconde option consiste à faire résolument face aux obstacles qui entravent le développement de l'élevage grâce à l'élaboration ou la révision des politiques, stratégies et programmes et à les exécuter en vue :

a) de mobiliser les ressources, en particulier les connaissances, l'expérience, le savoir-faire pour promouvoir l'initiative personnelle, l'autonomie et l'indépendance des producteurs en particulier des éleveurs, des marchands, des bouchers ainsi que des vétérinaires et d'autres fournisseurs de facteurs et de services sans oublier les consommateurs des produits de l'élevage;

b) d'exploiter efficacement les ressources animales et les parcours sur tout le continent;

c) de créer le cadre approprié permettant aux pays africains d'intensifier leurs efforts collectifs en vue d'assurer une plus grande autonomie et un développement auto-entretenu du secteur de l'élevage en Afrique.

11. Il va sans dire, notamment après l'adoption du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en juillet 1985, que c'est la seconde option qui a été retenue. Il ne pouvait en être autrement si l'on ne veut pas enregistrer une détérioration de la consommation des produits animaux par habitant et un accroissement de la contribution négative du secteur au déficit commercial global qui serait, selon les prévisions, de l'ordre de 5 milliards de dollars en 1990 et de 23 milliards de dollars en l'an 2000, dates auxquelles le Marché commun africain et la Communauté économique africaine devraient respectivement devenir opérationnels.

12. Le secrétariat de la CEA s'est, pour sa part, engagé à aider les planificateurs africains à renforcer leurs capacités en matière de recherche sur les politiques nationales et à développer la coopération sous-régionale et régionale dans le secteur de l'élevage grâce notamment aux mesures suivantes :

a) Evaluation et suivi de manière continue des résultats enregistrés dans le secteur de l'élevage au niveau continental et au niveau des groupements économiques et sous-régionaux de la CEA pour l'Afrique (MULPOC), et ce pour une période minimale de 5 ans;

b) Détermination des domaines possibles d'harmonisation et de coordination des politiques et mesures en vue d'une exploitation optimale du potentiel de l'offre et de la demande des principaux produits, sous-produits et facteurs de production de l'élevage dans les sous-régions et sur le plan régional;

c) Recensement des possibilités de co-investissement aux niveaux sous-régional et régional entre les organismes privés et publics dans la production et le commerce de quelques importants facteurs de production, services, produits et sous-produits de l'élevage;

d) En jouant un rôle catalyseur pour la mise en oeuvre efficace des politiques, mesures et programmes de co-investissement pour le développement de l'élevage en Afrique, notamment par le biais de réunions d'experts de haut niveau intéressés par la recherche et le développement en matière de recherche et des organes directeurs de la CEA et des MULPOC.

13. La présente étude porte essentiellement sur les deux premières parties susmentionnées. On y procède premièrement à un examen général du développement de l'élevage au cours des trois dernières décennies, y compris une évaluation des efforts déployés par les gouvernements africains en vue de mobiliser des ressources financières et à une évaluation du secteur de l'élevage en termes de production, d'échanges et de consommation des produits et sous-produits de l'élevage. Deuxièmement on a tiré des leçons de l'expérience passée et appelé l'attention sur certaines lacunes du secteur de l'élevage ainsi que sur la Campagne panafricaine de lutte contre la peste bovine, problèmes sur lesquels les analystes et les décideurs devraient se pencher. Pour terminer, des recommandations ont été faites en vue d'une autonomie nationale et collective plus individuelle sans que ne soit nié le rôle de la communauté internationale qui est de compléter les efforts de l'Afrique en matière de développement de l'élevage.

14. Les mesures suivantes ont notamment été recommandées :

a) Procéder aux niveaux national et sous-régional à une recherche efficace sur les politiques officielles en matière d'élevage afin d'évaluer les incidences des choix sur les résultats du secteur de l'élevage et par conséquent d'aider à formuler des stratégies optimales et à créer des institutions appropriées en vue d'atteindre les objectifs visés;

b) Créer la base d'un développement progressif et auto-entretenu du secteur en confiant aux opérateurs, en particulier les producteurs, la responsabilité de la mise en valeur et de la gestion des ressources de base (eau, pâturages et autres) et en permettant aux producteurs de contrôler le flux et la qualité des services et des facteurs;

c) A cet égard, il a été proposé d'instituer, à chaque fois que cela était possible et approprié, un système de propriété foncière individuelle et d'encourager, dans tous les cas, la formation de petits groupes officiels de producteurs qui auraient des droits exclusifs d'exploitation sur une superficie de terre donnée;

d) En ce qui concerne les facteurs de production et les services, il a été proposé de prendre les mesures suivantes :

- i) Faire payer en totalité ou en partie le coût des facteurs et des services dans le domaine de l'élevage afin de permettre aux producteurs de contrôler leurs flux et en particulier leurs quantités;
- ii) Accroître la production et la distribution des vaccins et autres médicaments par le secteur privé;
- iii) Encourager la médecine curative privée et si possible sous-traiter la médecine préventive au secteur privé.

e) Déployer des efforts au niveau sous-régional afin d'assurer une contribution optimale du secteur de l'élevage à la réalisation du Marché commun africain tel que préconisé dans le Plan d'action de Lagos, grâce aux mesures suivantes :

- i) Harmonisation des politiques relatives à la production, à la commercialisation, à la fixation des prix et au commerce des principaux facteurs, produits et sous-produits de l'élevage;
- ii) Promotion et renforcement de la coopération sous-régionale dans le domaine de la production et de la distribution des principaux vaccins et médicaments;
- iii) Promotion et renforcement de la coopération sous-régionale dans le domaine de la lutte contre les principales maladies animales.

f) Réorienter l'assistance de la communauté internationale vers la mobilisation de ressources financières à des conditions de faveur en élaborant et en appliquant des dispositions commerciales appropriées et en permettant à l'Afrique de parvenir à une plus grande autonomie en matière de recherche fondamentale;

g) Elaborer un document directif sur l'éradication de la peste bovine sur la base de deux scénarios : Scénario 1 : le programme serait financé principalement grâce à l'assistance généreuse de la communauté internationale; Scénario 2 : le programme serait financé essentiellement par les producteurs, les gouvernements et les institutions africaines de financement et de développement.